

La situation en Ukraine

Une interview avec le président du gouvernement soviétique

Christian Rakovsky

Source : «*Norrskensflamman*» (Suède), 12 avril 1919, p. 5. Traduction et note MIA.

Kharkov, 28 février. L'Ukraine a été, durant la guerre, l'un de ces pays où le pouvoir et les maîtres ont changé sans cesse. D'après combats ont ensanglanté ses terres, des occupations et des conquêtes se sont succédé, alternant au gré des forces en présence. Et cela est assez naturel. Le pays regorge de tout ce qui a manqué ailleurs ces dernières années : des vivres de toute sorte. La puissance qui le contrôlait ne se contentait pas d'accroître ses propres ressources, elle privait aussi l'ennemi d'un point stratégique.

La conduite des Allemands l'an dernier en Ukraine est révélatrice. Leur collusion ouverte avec les sociaux-patriotes alors au pouvoir aboutit à cette « paix du pain » tant vantée par l'Allemagne. Mais elle ne tint pas ses promesses : les paysans ukrainiens refusèrent tout net de livrer leurs récoltes aux Allemands. Ils lancèrent une guérilla tenace contre les troupes allemandes, qui parcouraient les villages pour saisir les céréales. Plutôt que de céder leurs réserves, les paysans y mirent le feu.

Les résultats dérisoires de la « paix du pain » eurent des conséquences : les sociaux-patriotes furent jetés en prison, et l'hetman [Skoropadsky](#) accéda au pouvoir par la grâce et le soutien des Allemands. C'était un homme à leur image, militariste et impérialiste, et il s'appuya constamment sur les troupes d'occupation allemandes.

Après la révolution allemande [9 novembre 1918], la situation devint toutefois des plus précaires pour ces messieurs. Les troupes allemandes commencèrent à organiser des conseils de soldats, où une propagande révolutionnaire-socialiste énergique se développa. Dès décembre, des combats éclatèrent en plusieurs endroits entre, d'une part, des unités révolutionnaires allemandes et, d'autre part, les partisans de Skoropadsky et les bandes de pillards organisées par [Petlioura](#).

Le 6 décembre, le « Gouvernement soviétique provisoire d'Ukraine » fut formé à Koursk. À cette époque, seule une petite région de l'Ukraine était aux mains des troupes soviétiques. Celles-ci furent toutefois réorganisées sous le commandement du nouvellement nommé chef de l'Armée rouge ukrainienne, [Antonov](#), et lancèrent bientôt une offensive contre Skoropadsky et Petlioura

Des accords furent généralement conclus avec les conseils de soldats allemands pour une évacuation volontaire, etc. À Kharkov par exemple, le conseil de soldats allemands et les détachements soviétiques organisèrent conjointement la protection des gares et des bâtiments publics.

Petlioura, qui disposait en décembre de 20 000 hommes concentrés à Kharkov, battit en retraite sans combattre à l'approche des troupes soviétiques. Le 13 janvier, l'Armée rouge fit son entrée dans la ville sous les acclamations de la population. L'accueil chaleureux réservé aux soldats de l'Armée rouge fut caractéristique de toute la campagne. Selon les témoignages, les troupes étaient accueillies avec du

pain et du sel sur leur passage, généreusement nourries dans les fermes, et partout régnait une joie générale d'être débarrassé du régime des mercenaires de Skoropadsky et des bandes de pillards de Petlioura.

Après que le gouvernement soviétique eut commencé à fonctionner à Kharkov, il fut élargi le 26 janvier et Rakovsky fut alors appelé à en assumer la présidence.

Hier, je me suis rendu à sa résidence provisoire pour un entretien. Malgré sa charge de travail considérable, il a généreusement consacré du temps à exposer en détail la situation actuelle en Ukraine. Il m'a également prié de transmettre ses salutations les plus chaleureuses aux camarades du parti suédois et au journal « *Politken* ». Son séjour en Suède lui laisse, dit-il, un souvenir lumineux et joyeux.

Ma première question porta naturellement sur la situation militaire.

— Sur le plan militaire, répondit le camarade Rakovsky, notre position est excellente. Depuis mi-décembre, nous avons complètement libéré les gouvernements de Tchernigov, Poltava, Kharkov et Ekaterinoslav, ainsi que la plus grande partie des gouvernements de Volhynie, Kherson et Tauride. Seul le gouvernement de Podolie reste encore aux mains de l'ennemi.

En Volhynie, nous avons progressé jusqu'au sud de Berditchev, et en Podolie, nous avons franchi la frontière avec succès il y a deux semaines. Dans le gouvernement de Kherson, nos troupes ont conquis Voznessensk, un point stratégique important. De là, la ligne de front s'étend vers l'est, légèrement au nord de Nikolaïev, tout près de Kherson dont nous préparons la prise. Cette ville sera certainement entre nos mains dans quelques semaines. Le front continue ensuite sur une ligne à environ 150 km au nord de Marioupol en direction de Rostov.

Partout nos forces avancent, partout la population les acclame, partout on constate la démoralisation, les difficultés et de la confusion chez l'ennemi.

— La situation politique est-elle aussi favorable ?

— Absolument. La situation militaire reflète naturellement les sentiments politiques des masses. Nous sommes accueillis comme des « libérateurs », des « défenseurs de l'ordre » et des « sauveurs du peuple ». Même les mencheviks ukrainiens se sont ralliés à la plateforme soviétique. Ils souhaitent collaborer avec nous tout en conservant leur liberté d'action en tant que parti d'opposition.

À Kiev, les socialistes-révolutionnaires et un groupe particulier de « social-démocrates de gauche » ont déjà établi une collaboration avec nous. Leurs leaders ont rejoint le comité exécutif. En fait, toute leur organisation socialiste-révolutionnaire s'est intégrée à notre parti.

Les socialistes-révolutionnaires russes de droite, qui possèdent leurs propres organisations, commencent également à montrer des signes de volonté de coopération. En revanche, les socialistes-révolutionnaires de gauche russes continuent de provoquer des troubles, des émeutes et des attentats.

Quelques agitateurs venus de Russie diffusent des proclamations appelant à lutter contre ce qu'ils nomment le « gouvernement des commissaires ». Cependant, des divisions apparaissent même parmi eux. Un groupe a publiquement exprimé son désir de collaboration.

Récemment, nous avons déjoué une tentative d'attentat contre plusieurs membres du commissariat, ce qui a conduit à l'arrestation de certains de leurs dirigeants. Ils continuent de publier un journal quotidien dont la principale fonction semble être de nous critiquer.

— N'exercez-vous aucune censure ?

— Non, la liberté de presse est garantie aux ouvriers et paysans. Toutefois, comme nous avons réquisitionné tout le papier journal, nous nous trouvons dans la situation particulière de devoir fournir aux organes d'opposition ce dont ils ont besoin. Ils reçoivent les mêmes quantités que nos journaux.

— Quel est l'état d'esprit de la bourgeoisie ? Faut-il craindre quelque chose de ce côté ?

— Absolument rien. La bourgeoisie est ici, comme en Russie, complètement écrasée. Elle est convaincue que les bolcheviks sont les plus forts, et elle est tombée dans une apathie politique totale. Certains éléments bourgeois nous ont même accueillis avec une certaine satisfaction. Ils savaient qu'au moins l'ordre et la sécurité seraient rétablis dans le pays – ce qui n'était pas le cas sous le Directoire et Petlioura. Nous ne redoutons absolument pas de soulèvement bourgeois contre nous.

— Mais le sabotage bourgeois ne risque-t-il pas de perturber gravement le fonctionnement normal de la société ?

— Le sabotage de la classe bourgeoise – fonctionnaires, employés, médecins, enseignants, etc. – n'est pas aussi étendu qu'on pourrait le croire.

D'une part, ces groupes se sont habitués pendant la guerre à accomplir leur travail de manière purement mécanique, quel que soit le pouvoir en place. D'autre part, ils ont certainement tiré les leçons de l'exemple de la bourgeoisie russe. Les contributions que nous avons exigées – 40 millions de roubles ici à Kharkov et 200 millions à Kiev – ont été payées de manière assez régulière et ponctuelle.

— Peut-on cependant redouter un revers militaire ?

— C'est très improbable¹. [Krasnov](#) a déclaré il y a quelques semaines avoir complètement abandonné la lutte, et selon un télégramme reçu hier, il aurait même disparu de son quartier général. [Denikine](#) dispose certes encore dans la région du Kouban d'une armée relativement puissante, mais celle-ci se désagrège de l'intérieur.

Quant aux troupes de Petlioura (du Directoire), elles ne méritent guère qu'on en parle. Une semaine avant notre prise de Kiev, le ministre de la guerre du Directoire, Grekov, déclarait : « *Si nous perdons Kiev, nous perdons tout. Nous perdrons alors complètement la confiance des Ukrainiens et personne ne comptera plus sur nous.* » Cette analyse s'est révélée parfaitement exacte. Lorsque le Directoire s'est replié sur Vinnitsa, son sort était scellé. Et depuis une semaine, nous en avons la confirmation officielle : le Directoire a désormais transféré « tout pouvoir » – selon ses termes – à un triumvirat dont deux membres sont Petlioura et Grekov.

— Quelle est l'influence de la propagande contre-révolutionnaire de l'Entente en Ukraine ?

— Voilà une question particulièrement pertinente ! Toute cette histoire récente du Directoire et de Petlioura est directement l'œuvre de l'Entente. Sur ordre de l'Entente, le Directoire a conclu la paix avec la Pologne, qu'il combattait auparavant. Et il est significatif que cette paix ait été conclue aux dépens des paysans ukrainiens de Galicie.

La guerre en Galicie orientale était en grande partie un conflit entre les grands propriétaires terriens polonais et les paysans et ouvriers agricoles ukrainiens, dont le Directoire prétendait initialement défendre les intérêts. Mais ce n'était qu'un exemple parmi d'autres où l'on voit la main de l'Entente. Il en existe de bien plus flagrants.

¹ Rakovsky s'est montré ici trop optimiste : l'offensive lancée à la mi-juin par Denikine fut un succès, Kiev tombant au mois d'août pour n'être reprise qu'en décembre 1919.

Récemment encore, les capitalistes français ont acquis la quasi-totalité des actions des grandes sucreries ukrainiennes – Alexandrovsk, Mejenovski et Koryovski. Et pour couronner le tout, le Directoire vient de signer un accord avec la France stipulant que celle-ci obtient des concessions pour 50 ans sur l'ensemble du réseau ferroviaire ukrainien, ce qui revient à placer sous contrôle français pendant un demi-siècle toutes nos voies ferrées et leurs 500 000 ouvriers, avec le pouvoir d'en fixer les tarifs de transport – et donc de dominer pratiquement toute la vie économique du pays. Le Directoire s'est en outre engagé à assumer l'intégralité des dettes russes contractées sous le tsar et Kerenski. Troisièmement, il a accepté de soumettre pendant cinq ans la politique financière, commerciale et militaire de l'Ukraine au contrôle direct d'un représentant spécial du gouvernement français. Enfin, il a promis de constituer dans l'année une armée de 300 000 hommes, en échange d'une aide militaire française.

Voilà un bien bel accord ! Mais nous nous chargeons d'en faire un chiffon de papier. Ce document reste néanmoins typique de l'hypocrisie de ces braillards nationalistes qui mettent en gage le pays pieds et poings liés au profit des capitalistes étrangers !

— Les tensions entre les Alliés et le gouvernement soviétique sont donc très vives ?

— Évidemment. C'est là notre principal problème actuel. Leur politique, très sensible aux humeurs populaires, oscille comme un pendule. Jusqu'ici, ils soutenaient la dictature militaire de Krasnov-Dénikine. Aujourd'hui, ils empruntent la voie de la démagogie démocratique et poussent le Directoire devant eux. Mais le peuple ukrainien reconnaît le hareng, même sous une cape de velours.

— Y a-t-il eu des affrontements avec les troupes de l'Entente ?

— Nos troupes avançant vers le sud ont eu quelques contacts avec elles, mais sans véritables combats. À Odessa stationne un contingent important d'Anglais, de Grecs et de Français. La ville et ses habitants sont néanmoins terrorisés par des bandits – principalement toute cette racaille qui s'y est réfugiée à mesure que nous progressions.

Des rumeurs prétendent que les Alliés envisageraient de retirer leurs troupes, loin d'être en condition de combattre. Mais je ne m'avancerai pas là-dessus. Nous leur avons adressé une note exposant la situation et les avertissant que nous serions contraints à des mesures militaires s'ils ne se retiraient pas. Les relations avec les Alliés constituent actuellement notre plus épineux problème politique.

— Quel est l'état général sur les plans social et économique ?

— Notre tâche est ici bien plus aisée qu'en Russie, car nous disposons de tout : charbon, pain, viande, fer, etc. Comme partout, la question des transports joue un rôle crucial. À cet égard, nous sommes intimement liés au réseau ferroviaire russe, avec toutes ses faiblesses. Une grande proportion des locomotives et wagons sont « malades », c'est-à-dire inutilisables. De plus, Petlioura a emporté beaucoup de matériel dans sa retraite, mais nous espérons le récupérer intact.

— Notre travail d'organisation, tant politique qu'étatique, mobilise toutes nos énergies. Signe caractéristique : cette semaine même à Kharkov, comme vous le savez, se tiennent pas moins de six grands congrès différents : un pour la ville et le gouvernement, un pour la section locale du parti, un pour les soviets du bassin du Donets, un pour l'organisation des consommateurs de l'armée, un pour la section financière des soviets ukrainiens, etc. Dans quelques jours s'ouvrira le congrès du parti ukrainien. Dès qu'il sera terminé et les formalités remplies, nous transférerons l'administration à Kiev.

— La nationalisation a-t-elle commencé ?

— Bien sûr. Des comités d'usine se sont formés presque partout, et le processus en est à sa première phase de développement. Cette transformation économique de l'ensemble de l'appareil productif est dirigée par les camarades [Piatakov](#) et [Kviring](#). Nous déployons de grands efforts pour assurer une transition aussi calme et stable que possible.

— Enfin, quelle est l'attitude des paysans ?

— La question paysanne est sans aucun doute importante et complexe, mais nous progressons cependant. Les idées communistes doivent se concrétiser. Avant la guerre et les révolutions, environ 40 % des terres cultivées en Ukraine étaient sous contrôle capitaliste à grande échelle. Ces dernières années, ce chiffre est tombé à environ 15 %. Ces terres relèvent désormais directement de l'administration soviétique, selon des principes communistes. Nous y attachons une grande importance, à la fois comme modèle pour les paysans et parce que l'État y trouve une source d'approvisionnement directe, sans intermédiaires ni difficultés.

— La Russie a-t-elle déjà reçu une aide de l'Ukraine ?

— Jusqu'à présent, en raison des difficultés de transport, nous n'avons pu envoyer qu'environ 500 wagons de vivres. En échange, nous avons déjà reçu pour 400 millions de roubles de matières premières, de tissus, etc., ainsi qu'une commande de 300 millions de roubles.

L'entretien prit fin. Après une dernière poignée de main, le camarade Rakovsky retourna à son bureau submergé de travail.

[Otto Grimlund](#).